

PUBLIÉ LE 29/01/2026

2 JURISTES SANTE PUBLIQUE H/F

Descriptif du poste

Finalité du poste :

Vous contribuez à garantir la sécurité juridique et la cohérence des processus décisionnels de l'Agence dans le domaine des produits de santé (notamment médicaments et dispositifs médicaux). Vous apportez donc une expertise juridique solide et opérationnelle.

Activités principales :

Participer à l'élaboration des normes législatives et textes réglementaires au niveau national, européen et international

- Organiser et planifier les opérations associées : réunions préparatoires, sollicitation des directions métiers et produits concernées pour recueillir leurs propositions, consolidation ...
- Participer aux échanges externes avec les ministères de tutelle (cabinet, directions d'administration centrale), le Conseil d'Etat, l'Assemblée nationale, le Sénat ou les instances communautaires
- Associer différents acteurs internes concernés
- Assurer la conception, la rédaction et le suivi des avant-projets de lois, décrets et arrêtés, et tous autres textes (directives, règlements européens notamment) touchant à son périmètre d'intervention.

Mettre en œuvre l'action juridictionnelle :

- Rédiger des mémoires contentieux dans le cadre de procédures administratives, civiles, pénales.
- Suivre les travaux réalisés par les avocats
- Représenter l'agence devant les juridictions dans toutes les affaires relevant de son périmètre d'intervention pour lesquelles le ministère d'avocat n'est pas obligatoire ou en appui à celui-ci
- Echanger tout au long de la procédure avec les personnes concernées par les contentieux (directions métiers, directions produits, avocats, juridictions, services de gendarmerie ou de police judiciaire)

Apporter une expertise et un conseil juridique :

- Assurer l'information des parlementaires par le traitement des questions écrites et courriers parlementaires.
- Apporter une expertise juridique approfondie sur les mesures liées aux pouvoirs de police sanitaire, préparées en liaison avec les services concernés et soumises à la signature du directeur général
- Apporter une analyse des risques préalablement à la prise de décision
- Conseiller la Direction générale et l'ensemble des directions sur toutes saisines relevant du champ d'intervention
- Assurer, en tant qu'interlocuteur privilégié de l'ensemble des directions pour son champ d'intervention, la qualité et la coordination des réponses aux questions internes /externes.

Assurer une veille juridique et la diffusion des informations juridiques :

- Etudier et se tenir régulièrement informé des textes législatifs, réglementaires, normatifs, nationaux, européens et internationaux, de la jurisprudence et de leur évolution
- Concevoir des modules de formation notamment en lien avec la DRH et les directions concernées
- Concevoir des supports d'informations juridiques
- Partager les informations issues de la veille avec les directions concernées (directions métiers/directions produits).
- Animer des sessions d'information auprès des personnels de l'ANSM de formation/d'informations internes/externes en lien avec le périmètre d'intervention

Assurer la continuité du service :

- Assurer, dans l'intérêt du service et à titre temporaire, ses missions, dans des domaines ne relevant pas expressément de son périmètre d'intervention

Profil recherché

Formation / Diplôme :

De formation Bac+3 minimum (troisième cycle en droit idéalement de type Master 2 Droit de la santé, Droit des produits de santé)

Expérience professionnelle requise :

Pratique du droit public indispensable.

1ère expérience (stage ou apprentissage) réussie

Compétences clés recherchées :

- Maîtrise du droit public, du droit pharmaceutique et du droit de la santé
- Solide connaissance de la réglementation nationale et européenne relative aux produits de santé
- Bonne connaissance des politiques de santé publique, du système de santé et de ses acteurs
- Capacité à sécuriser juridiquement les décisions à forts enjeux
- Capacité à analyser les textes juridiques complexes et à en évaluer les impacts juridiques et opérationnels
- Excellent capacités analytiques, rédactionnelles et de synthèse
- Capacité à rédiger, structurer et mettre en forme des notes, documents et /ou rapports, relatifs à son périmètre d'intervention
- Capacité à rendre accessible des sujets juridiques
- Capacité à rechercher, fiabiliser et exploiter l'information juridique
- Travailler en situation d'urgence
- Autonomie et sens des priorités
- Excellent capacités d'argumentation et de conviction
- Aisance relationnelle et capacité à adapter son discours à la cible
- Capacité à animer des réunions et à travailler en transversal et en réseau
- Sens du collectif, du service public et des relations humaines
- Maitrise de l'anglais juridique professionnel, à l'écrit et à l'oral

Informations complémentaires

Présentation du poste

Direction : Direction Réglementation et Déontologie

Pôle : Pôle Juridique et Droits des usagers

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelle : Sous l'autorité de la Directrice et de la Directrice adjointe de la Réglementation et de la Déontologie

Placé sous la responsabilité hiérarchique du Chef du Pôle Juridique et Droits des usagers

Collaborations internes et externes :

Internes : L'ensemble des directions "Métier" et des directions "Produit" en relation avec le domaine d'expertise / Pôle réglementaire / Pôle IMPEX de la DRD

Externes : Ministère de tutelle, autres autorités administratives et établissements publics administratifs

Compatible télétravail : oui non

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDD de droit public d'une durée de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi : Catégorie d'emploi 2

Emploi repère : Attaché juriste

Rattachement du poste :

Agence Nationale de Sécurité du Médicament

et des produits de santé

143-147, boulevard Anatole France

93285 SAINT-DENIS CEDEX

Candidater :

Adresse d'envoi des candidatures

A l'attention de Nathalie PEYSSON

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : 18/02/2026

Référence de l'offre : JURISTE/DRD/NP012026

Référence technique : José DA SILVA, Chef de pôle

Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L.1451-1 et R.1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.

Type de poste CDD

Catégorie : Affaires juridiques et déontologiques

Localisation : SAINT-DENIS